



**MONTUSSAN**

## **COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 DECEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept et le vingt et un décembre, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur DUPIC Frédéric, Maire.

Date de la convocation : 14 décembre 2017

### **Etaient présents :**

Mesdames FONTENEAU Sylvie, CHANSARD Nathalie, JEAN-THEODORE Corinne, BOULDE Fleur, ROBERT Maryse, CHAZELLE Pascale, RIESCO Barbara, LAURENT Maria Concepción, FRANCKE Nicole ;  
Messieurs DUPIC Frédéric, HONTARREDE David, SEURIN Alban, CHIRON Patrice, MARTIN José, BERNARD Jean-Luc, ARNATHAU Claude ;

### **Etaient absents :**

Mesdames MILLARD Catherine, DUARTE Cristina ;  
Messieurs MARTIN Isidro, LABROUQUERE Marc, RICHER Claude, PERRUC François, MARTY Jean-Luc ;

### **Procurations :**

Madame MILLARD Catherine donne procuration à Monsieur MARTIN José.  
Monsieur LABROUQUERE Marc donne procuration à Monsieur DUPIC Frédéric.  
Monsieur MARTIN Isidro donne procuration à Monsieur HONTARREDE David.

Madame BOULDE Fleur a été nommée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire tient à remercier la présence des jeunes conseillers du Conseil Municipal des Jeunes, récemment élus. Ils sont venus ce soir assister à un Conseil Municipal.

### **1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 16 novembre 2017**

Le compte rendu de la séance du 16 novembre 2017 est accepté et voté à l'unanimité.

### **2. Etat des décisions prises par Monsieur le Maire en application de l'article L2122-22 du C.G.C.T.**

Monsieur le Maire propose de ne pas donner lecture de l'état des décisions prises, ce qui est accepté par les membres du Conseil Municipal.

### **3. MISES A DISPOSITION DE LA COMMUNE DE BEYCHAC ET CAILLEAU DANS LE CADRE DES ACTIVITES DE L'A.L.E.J. POUR L'ANNEE 2016**

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur David HONTARREDE, adjoint au Maire en charge des Finances, lequel rappelle que suite aux calculs de l'A.L.E.J. et à la vérification par nos services, il convient de verser une contribution financière à la commune de Beychac et Cailleau en fonction de la fréquentation de la structure par les enfants montussanais sur l'exercice 2016.

**DÉLIBÉRATION 2017-61 : MISES A DISPOSITION DE LA COMMUNE DE BEYCHAC ET CAILLEAU DANS LE CADRE DES ACTIVITES DE L'A.L.E.J. POUR L'ANNEE 2016**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

La commune de MONTUSSAN a signé avec l'Association Loisirs Enfance Jeunesse (A.L.E.J.) une convention de mandatement pour la mise en œuvre du S.S.I.E.G portant sur l'accueil collectif de mineurs les mercredis et les vacances scolaires (hors vacances sportives). Dans le cadre de ses activités, l'A.L.E.J. bénéficie de la mise à disposition de locaux appartenant à la commune de BEYCHAC ET CAILLEAU et des agents de cette même commune. A ce titre, il convient que la commune de MONTUSSAN verse à la commune de BEYCHAC ET CAILLEAU une contribution financière, laquelle est fonction de la fréquentation de cette structure par les enfants domiciliés sur notre commune. En 2016, cette fréquentation était de 25.57 % ce qui représente la somme de 13 383.61 euros.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

**D'ACCEPTER** le versement de la somme de 13 383.61 euros à la commune de BEYCHAC ET CAILLEAU au titre des mises à disposition pour l'année 2016 dans le cadre des activités de l'A.L.E.J. ;

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget 2017 de la commune ;

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer l'ensemble des documents administratifs relatifs à cette décision.

**4. A.L.E.J. – S.S.I.E.G. « ACCUEIL COLLECTIF DE LOISIRS POUR L'ENFANCE » : AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT NUMERO 2 A LA CONVENTION DE MANDATEMENT DANS LE CADRE DU S.S.I.E.G.**

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur David HONTARREDE, adjoint au Maire en charge des Finances, lequel précise que suite à la signature de la convention avec l'A.L.E.J. fin 2016, il convient de faire un avenant pour réactualiser le montant de la compensation qui s'élèvera à la somme de **60 000.00 €** pour l'exercice 2018.

**DÉLIBÉRATION 2017-62 : A.L.E.J. - S.S.I.E.G. « ACCUEIL COLLECTIF DE LOISIRS POUR L'ENFANCE » : AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT NUMERO 2 A LA CONVENTION DE MANDATEMENT DANS LE CADRE DU S.S.I.E.G.**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Vu la charte sociale révisée du Conseil de l'Europe ratifiée par la France,*

*Vu la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,*

*Vu l'article 14 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*

*Vu l'article 106.2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*

*Vu le protocole n°26 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*

*Vu les communications de la Commission européenne, « mettre en œuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne », COM 2006-177 du 26 avril et « les services d'intérêt général, y compris les*

*services sociaux d'intérêt général : Un nouvel engagement européen » COM 2007-725 du 20 novembre 2007*

*Vu la décision de la Commission européenne sur l'application de l'article 106.2 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de services publics accordée à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général du 20 décembre 2011,*

*Vu les arrêtés de la Cour de Justice de l'Union européenne et notamment l'arrêt Bupa du 12 février 2008,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales,*

*Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales,*

*Considérant la délibération 2015-52 portant sur la création du S.S.I.E.G.,*

*Considérant la délibération 2015-53 portant sur la convention de mandatement au profit de l'A.L.E.J.,*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'au regard des éléments transmis par l'Association Loisirs Enfance Jeunesse au titre de leur budget prévisionnel 2018 le montant de la compensation d'obligation de service public annuelle pour la commune de MONTUSSAN est arrêté à la somme de **60 000.00 €** répartie comme suit : 52 100 € pour l'accueil et 7 900 € pour le financement du tiers du poste de coordinateur enfance jeunesse.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal du projet de l'avenant numéro 2 à la convention de mandatement organisant cette prestation et actant ce montant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

**D'APPROUVER** la signature de l'avenant à la convention de mandatement dans le cadre du S.S.I.E.G. ;

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.

## **5. ASSOCIATION GALIPETTE – S.S.I.E.G. « MODES D'ACCUEIL COLLECTIF ET INDIVIDUEL POUR LA PETITE ENFANCE ET ACCOMPAGNEMENT A LA PARENTALITÉ » : AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT NUMERO 2 A LA CONVENTION DE MANDATEMENT**

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur David HONTARREDE, adjoint au Maire en charge des Finances, lequel précise que suite à la signature de la convention avec GALIPETTE. fin 2016, il convient de faire un avenant pour réactualiser le montant de la compensation qui s'élèvera à la somme de **65 136.00 €** pour l'exercice 2018.

### **DÉLIBÉRATION 2017-63 : ASSOCIATION GALIPETTE – S.S.I.E.G. « MODES D'ACCUEIL COLLECTIF ET INDIVIDUEL POUR LA PETITE ENFANCE ET ACCOMPAGNEMENT A LA PARENTALITE » : AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT NUMERO 2 A LA CONVENTION DE MANDATEMENT**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

*Vu la charte sociale révisée du Conseil de l'Europe ratifiée par la France,*

*Vu la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,*

*Vu l'article 14 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*

*Vu l'article 106.2 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*

*Vu le protocole n°26 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,*



*Vu les communications de la Commission européenne, « mettre en œuvre le programme communautaire de Lisbonne : les services sociaux d'intérêt général dans l'Union Européenne », COM 2006-177 du 26 avril et « les services d'intérêt général, y compris les services sociaux d'intérêt général : Un nouvel engagement européen » COM 2007-725 du 20 novembre 2007,*

*Vu la décision de la Commission européenne sur l'application de l'article 106.2 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de services publics accordée à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général du 20 décembre 2011,*

*Vu les arrêtés de la Cour de Justice de l'Union européenne et notamment l'arrêt Bupa du 12 février 2008,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales,*

*Vu la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales,*

*Considérant la délibération 2015-52 portant sur la création du SSIEG,*

*Considérant la délibération 2015-54 portant sur le vote de la convention de mandatement au profit de l'association GALIPETTE,*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'au regard des éléments transmis par l'Association Galipette au titre de leur budget prévisionnel 2018 le montant de la compensation d'obligation de service public annuelle pour la commune de MONTUSSAN est arrêté à la somme de **65 136 €**.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal du projet de l'avenant numéro 2 à la convention de mandatement organisant cette prestation et dans lequel figure le détail du montant de la compensation susvisée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

**D'APPROUVER** la signature de l'avenant numéro 2 à la convention de mandatement dans le cadre du S.S.I.E.G.

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.

## **6. DELIBERATION AUTORISANT MONSIEUR LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR L'EXERCICE 2018 (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT)**

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur David HONTARREDE, adjoint au Maire en charge des Finances, lequel précise qu'il est nécessaire d'ouvrir des crédits à certains comptes d'investissement afin de pouvoir régler certaines factures avant le vote du budget de l'année 2018.

**DÉLIBÉRATION 2017-64 : DELIBERATION AUTORISANT MONSIEUR LE MAIRE A ENGAGER, LIQUIDER ET MANDATER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR L'EXERCICE 2018 (DANS LA LIMITE DU QUART DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT)**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lequel prévoit : « Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et

*d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.*

*L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits. (...)*

*Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus. »*

Conformément aux textes applicables, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de faire application de cet article comme suit :

Chapitre	Compte	Opération	Intitulé	Montant
21	2152	-	Installation de voirie	2 000 €
21	2183	-	Matériel de bureau et Matériel informatique	3 000 €
21	2184	-	Mobilier	6 500 €
21	21312	-	Bâtiments scolaires	4 000 €
21	2188	-	Autres immobilisations corporelles	5 500 €
21	2158	-	Installations, matériels et outillages techniques	4 000 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide :

**D'AUTORISER** l'ouverture des crédits, telle que proposée par Monsieur le Maire ;

**D'INSCRIRE** ces dépenses au budget de l'année 2018 ;

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.

## 7. DETR 2018 : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 ET AUTORISATION DE SIGNATURE

### **DÉLIBÉRATION 2017-65 : DETR 2018 : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

La loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances a créé la Dotation d'Equipements des Territoires Ruraux (D.E.T.R.) qui vise à subventionner des dépenses d'équipement.

En 2018, 2 projets d'investissement éligibles à la D.E.T.R. seront programmés budgétairement, à savoir l'aménagement du bourg de MONTUSSAN et la réfection de la toiture de la mairie.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

**DE REALISER** les travaux susvisés ;

**DE SOLLICITER** l'aide de l'Etat au titre de la D.E.T.R. 2018 ;

**D'ACCEPTER** les plans de financement suivants :

L'aménagement du bourg de MONTUSSAN :

Coût des travaux : 583 684.50 € HT

D.E.T.R. (35% plafonné à 500 000 € de dépenses H.T)) : 175 000.00 €

Subvention du Département de la Gironde : 106 250.00 €

Coût des travaux restant à la charge de la mairie : 302 434.50 € HT



La réfection de la toiture de la mairie :	
Coût des travaux :	58 742.55 € HT
D.E.T.R. (35%) :	20 559.89 €
Coût des travaux à la charge de la mairie :	38 182.66 € HT
<b>DE DONNER</b> tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces administratives et comptables relatives à cette décision.	

## 8. REMPLACEMENT D'UN ABRI VOYAGEURS – ROUTE D'YVRAC

### **DÉLIBÉRATION 2017-66 : REMPLACEMENT D'UN ABRI VOYAGEURS - ROUTE D'YVRAC**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal avoir alerté les services de la Région Nouvelle Aquitaine quant à l'état particulièrement vétuste d'un abri voyageurs situé à l'angle de la route d'Yvrac et de la Route de Caussade.

Afin de compléter notre demande de remplacement dudit abri, il convient que le Conseil Municipal délibère pour la participation de la commune à hauteur de 10 % et pour la réalisation d'une dalle dite « de propreté » après l'installation du mobilier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

**DE SOLLICITER** la fourniture et l'implantation d'un abri voyageurs ;

**D'AUTORISER** :

la participation de la commune à hauteur de 10 % pour cet abri (400 €) ;

la réalisation d'une dalle dite « de propreté » après l'installation du mobilier ;

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour prendre toute mesure administrative et comptable afin de mettre en œuvre la présente décision.

## 9. MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SECTEUR DE SAINT-LOUBES PORTANT MISE EN CONFORMITE AVEC LA LOI NOTRE ; AJOUT DE LA COMPETENCE : ASSAINISSEMENT, EAU, DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE ; COMMUNES DE SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC ET YVRAC : ADJONCTION DE VOIE ; COMMUNES DE BEYCHAC ET CAILLEAU, MONTUSSAN ET SAINTE-EULALIE : REGULARISATION – MISE EN COHERENCE DU PLAN ET DU LISTING DES VOIES

**DÉLIBÉRATION 2017-67 : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SECTEUR DE SAINT-LOUBES PORTANT MISE EN CONFORMITE AVEC LA LOI NOTRE ; AJOUT DE LA COMPETENCE : ASSAINISSEMENT, EAU, DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE ; COMMUNES DE SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC ET YVRAC : ADJONCTION DE VOIE ; COMMUNES DE BEYCHAC ET CAILLEAU, MONTUSSAN ET SAINTE-EULALIE : REGULARISATION – MISE EN COHERENCE DU PLAN ET DU LISTING DES VOIES**

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe » et notamment ses articles 64,68 et 81

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2224-7 et L 2224-8, ainsi que les articles L 5211-4-1, L 5211-5, L5211-17 et L 5214-16

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu les arrêtés antérieurs :

- 30 octobre 2000 - Fixation du périmètre
- 18 décembre 2000 – Création
- 22 décembre 2000 – Eligibilité à la DGF bonifiée
- 04 novembre 2004 – Modification des compétences
- 08 mars 2006 - Modification des compétences
- 04 septembre 2006 – Modification des compétences
- 04 septembre 2006 - Modification des statuts
- 14 juin 2007 – Modification des compétences
- 03 novembre 2008 – Modification des compétences
- 05 mars 2009 – Modification des compétences
- 10 janvier 2012 - Modification des compétences
- 17 mai 2013 - Modification des compétences
- 21 octobre 2013- Modification des statuts
- 08 juillet 2014 – Modification des statuts, des compétences
- 23 juin 2016 – Modification des statuts
- 26 décembre 2016- Modification des statuts

Suite à la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe), il convient de mettre les compétences de la Communauté de Communes en conformité avec les nouvelles dispositions.

Dans le cadre de l'éligibilité à la bonification de la dotation globale de fonctionnement, il y a obligation d'exercer 9 des 12 compétences listées à l'article L 5214-23-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Considérant que la compétence aménagement n'est pas exercée pleinement, les communes de Montussan, Saint-Loubès, Saint-Sulpice-et-Cameyrac, Sainte-Eulalie et Yvrac ayant refusé le transfert de compétence du plan intercommunal d'urbanisme.

Considérant l'intérêt d'exercer la compétence en matière d'assainissement et d'eau

En conséquence, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver les statuts modifiés tels qu'ils figurent en annexe de la présente délibération avec une mise en application à compter du 01 janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

**D'APPROUVER** les modifications des statuts comme définies ci-avant.

**DE DEMANDER** au Préfet :

De modifier son arrêté du 18 décembre 2000, complété par ses arrêtés du 4 novembre 2004, des 08 mars 2006, 4 septembre 2006, 14 juin 2007, 3 novembre 2008, 5 mars 2009, 10 janvier 2012, 17 mai 2013, 8 juillet 2014, 23 juin 2016, 26 décembre 2016.

D'approuver les nouveaux statuts et leurs annexes avec une mise en application à compter du 01 janvier 2018.

## **10. APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2016 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES DE L'EAU POTABLE**

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur Alban SEURIN, lequel rappelle l'existence et le fonctionnement du S.I.A.O. de Carbon Blanc et donne lecture du rapport.

Résultat du vote :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstention : 0

**DÉLIBÉRATION 2017-68 : APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2016 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES DE L'EAU POTABLE**

*Vu les dispositions de la loi NOTRe,*

*Vu le décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015*

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le rapport sur le prix et la qualité de l'eau a été présenté lors de la séance du Conseil Municipal du 21.09.2017. Au regard de la loi NOTRe, il convient que le Conseil Municipal approuve par délibération ledit rapport, dont Monsieur le Maire donne lecture.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide :

**D'APPROUVER** le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public d'eau potable ;

**DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer l'ensemble des documents administratifs relatifs à cette décision.

## **11. QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur Claude ARNATHAU demande comment vont se passer les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement au Postillon. Monsieur le Maire indique que la Communauté de Communes doit présenter un rapport sur les travaux prévus, travaux qui consistent à rechemiser l'intérieur des canalisations au lieu d'ouvrir la chaussée. Le coût des travaux est de 125 000€ sur cette partie et des travaux se préparent également sur la Rue des Lauriers.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h52.

A Montussan, le 15 janvier 2018.

Le Maire, Frédéric DUPIC

